

Indigènes d'Amérique latine : identités plurielles, mouvements multiples

Carlos Mendoza¹
15 septembre 2014

Au nord comme au sud de la planète, les systèmes de protection sociale ne cessent d'être pris pour cible par les politiques néolibérales planétaires lancées dans les années 80. Le concept de communs sociaux vise à repolitiser les luttes autour de cette question, en tentant de faire converger, dans un esprit de solidarité et de bien vivre ensemble, les niveaux de protection sociale à travers le monde.

L'« indianité » en Amérique « latine »

Les indigènes des Amériques souvent appelés « Indiens » ou encore « Amérindiens » sont ainsi identifiés depuis la fameuse méprise de Christophe Colomb. Au-delà du dénominateur - né certes d'une erreur -, « l'Indien » a représenté et représente toujours celui qui est différent, c'est-à-dire « l'autre », porteur d'une autre culture. L'Indien est en ce sens extérieur au monde dit « occidental ». Mais après 500 ans de métissage, comment identifie-t-on aujourd'hui l'Indien ? Qui est cet « autre » toujours dénommé Indien ? Trois critères de définition coexistent, chacun d'entre eux ayant ses propres champs d'application.

- **Est Indien celui qui possède de fait une filiation quelconque avec « les Indiens des Amériques ».** S'applique aux pays où l'on considère qu'ils sont à forte proportion : traditionnellement, la Bolivie, le Guatemala, le Pérou et l'Équateur. Il est question ici d'une notion la plus englobante possible, qui tend à pousser les statistiques de présence indienne à la hausse.

- **Est Indien celui qui se dit Indien.** S'applique, selon les pays, de façon contradictoire, soit :

a) pour montrer qu'il y a un nombre important d'Indiens (même s'il est moindre que celui qu'on obtiendrait par la seule filiation), comme par exemple en Bolivie après la promulgation de la nouvelle Constitution de 2009 par le gouvernement du président Evo Morales, lui-même indigène aymara.

b) au contraire, pour montrer que l'identité indienne est un phénomène minoritaire, comme par exemple en Équateur dans les années qui ont précédé la nouvelle Constitution de 2008, pour célébrer le nombre élevé de métis et le nombre décroissant d'indigènes.

L'« autoréférence », dans sa version englobante (a), permet donc aux Indiens qui estiment avoir une filiation avec les peuples indigènes, mais qui ont perdu en visibilité dans les campagnes (parmi les paysans) et plus encore dans les villes (au sein des populations

¹Sociologue, chargé d'étude au Cetri

urbaines), de réaffirmer leur identité. Dans sa version restrictive (b), l'« autoréférence » n'est encouragée en aucun cas.

- **Est Indien celui qui vit selon des « traditions ancestrales ».** S'applique principalement aux Indiens des « terres basses » ou d'Amazonie. Notamment au Pérou, en Équateur, au Brésil. Cette lecture très restrictive – « essentialiste » ou « culturaliste » – de la notion d'Indien renvoie à la survivance d'un monde « prémoderne » au sein d'un environnement naturel « vierge ». En résulte, sur le plan statistique, de (très) faibles quantités de présence indienne.

Pour élaborer les statistiques « officielles » sur le nombre d'Indiens dans chaque pays, on s'en est traditionnellement tenu à la première définition. Néanmoins, la deuxième définition, qui s'appuie sur l'« autoréférence », est de plus en plus utilisée aujourd'hui, suivant les recommandations de l'OIT. Enfin, quand il est question des Indiens d'Amazonie, prévaut généralement l'idée de « véritables » indiens, à la prétendue « authenticité » ou « pureté » préservée. Souvent d'ailleurs, les trois critères de définition sont ramenés à deux :

► celui de la « filiation présumée », qui identifie l'Indien uniquement à partir de la capacité à déterminer une certaine filiation.

► celui de la « filiation assumée », qui identifie l'Indien à partir de l'autodénomination, de l'auto-identification (quel que soit l'état des liens avec les « traditions ancestrales »).

D'un côté, pour qu'il y ait attribution de l'identité indigène à un individu, il suffit de « paraître » Indien, notamment par la couleur de peau... Mais avec le temps et le métissage, la filiation présumée est attribuée par d'autres moyens : nom de famille, lieu de naissance (ou parfois d'habitation), langue(s) parlée(s), etc. De l'autre côté, l'identité indigène est le résultat d'une revendication de reconnaissance identitaire, d'une affirmation culturelle, sociale ou/et politique, voire l'expression d'un attachement, d'une appartenance à un « territoire ».

La question qui porte sur l'identification de l'Indien et le rapport à l'identité indigène demeurent des sujets à la fois délicats et complexes dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. Pendant longtemps être Indien ne représentait pas du tout une position favorable, encore moins une situation de prestige. Cela a donc poussé beaucoup d'indigènes à s'autodéclarer « non Indiens » et par là à nier leur identité. De ce fait, il s'est créé un écart significatif entre le nombre de personnes qui s'auto-identifiaient en tant qu'Indiens et le nombre d'Indiens estimés.

La complexité de la thématique renvoie à des rapports de domination qui traversent aujourd'hui encore le continent. L'enjeu est d'ordre idéologique. S'y affrontent régulièrement deux logiques : d'un côté, celle des groupes de pouvoir traditionnels (dont les représentants sont plutôt blancs) mobilisés par la construction ou la défense de l'« État-nation », qui préfèrent donc que l'auto-identification en tant qu'Indien se réduise au maximum ; de l'autre,

la logique des mouvements indigènes qui tend à (ré-)affirmer l'identité indienne et encourage dès lors l'autoréférence indigène.

Des minorités parfois majoritaires

Schématiquement, les nations latino-américaines se partagent entre pays à forte présence indienne (Bolivie, Guatemala, Equateur, Pérou, Mexique) et les autres, à faible ou très faible présence indienne (Colombie, Chili, Brésil, Honduras, Nicaragua, Venezuela, Panama...). Dans les deux cas cependant, il faut distinguer nombres absolus et poids relatifs (voir tableau 1 dans le document joint). Ainsi, le Mexique est sans doute le pays d'Amérique latine qui compte le plus d'indigènes (environ 10 millions), mais ceux-ci ne représentent que 8% de la population nationale. En revanche en Bolivie, au Guatemala, en Equateur et au Pérou où le nombre d'indigènes oscillent entre 4 et 9 millions selon les sources, ils y constituent grosso modo la moitié (entre 35 et 65%) de la population nationale.

La (ré-)émergence des mouvements indigènes en Amérique latine

Le mouvement indien naît avec la conquête espagnole, la dépossession des territoires et la négation des cultures indigènes, il y a de cela un peu plus de 500 ans. Ce mouvement de fond, aux péripéties multiples, a connu toutefois une importante réémergence, vers la fin du 20^e siècle. Le double processus de libéralisation politique et économique qu'a traversé le continent ces deux ou trois dernières décennies n'y est pas étranger.

L'échec, en termes sociaux et environnementaux, de vingt-cinq ans de néolibéralisme, est patent : la concentration des richesses au sein d'une minorité y est la plus haute de toute la planète, 230 millions de Latino-Américains – 44% de la population totale – vivent sous le seuil de pauvreté, le coefficient Gini qui mesure le degré d'inégalité y atteint le chiffre record de 0,57 (pour 0,29 en Europe et 0,34 aux Etats-Unis). A l'extrême polarisation sociale, dont les indigènes sont les premières victimes, s'ajoutent les frustrations nées d'une démocratisation strictement formelle de la région.

Mais l'ouverture du continent aux courants dominants de la mondialisation va aussi signifier d'autres évolutions pour les populations indigènes. A la faveur paradoxale des nouveaux espaces politiques et des nouvelles formes d'exclusion générés par la libéralisation des Etats et l'évolution des structures socioéconomiques, la 'question indienne' va gagner en visibilité. Tant la pénétration d'entreprises multinationales au-delà des anciennes frontières (sectorielles et géographiques) du capitalisme, que les facilités offertes par le développement des communications vont jouer à plein en faveur de l'affirmation de ces populations marginalisées et de l'articulation de leurs organisations et revendications.

Ce contexte général n'explique pas tout. Les mobilisations indigènes actuelles tirent aussi leurs raisons d'être et leurs originalités d'autres influences, héritages et brassages. Elles ont ceci de novateur qu'elles combinent des identités (sociales, ethniques, territoriales), des

revendications (économiques, culturelles, politiques) et des modes d'action (massifs, symboliques, pacifiques) souvent antinomiques dans l'histoire des luttes et des gauches latino-américaines. Identitaires sans être réactionnaires, ouvertes sans être désincarnées, ces rébellions à la fois indiennes et paysannes multiplient les ancrages - local, national et mondial - sans les opposer. Leurs aspirations portent tant sur la reconnaissance des droits humains des indigènes que sur la démocratisation en profondeur des Etats et la critique du modèle de développement néolibéral.

Ces mouvements « *identitaires, révolutionnaires et démocrates* » revendiquent une intégration sans assimilation et une autonomie sans séparation. Leur rapport au pouvoir et à l'Etat reste néanmoins pluriel et problématique, tantôt empreint d'une défiance épidermique à l'égard de la scène politique traditionnelle, comme les « zapatistes » du Chiapas, tantôt mû par la volonté d'y accéder pour ne laisser à personne d'autre le soin de la « décoloniser », à l'instar du mouvement qui a porté à la tête de la Bolivie Evo Morales, premier indigène à accéder à la présidence de ce pays pourtant majoritairement d'ascendance indienne.

L'originalité de ces mouvements n'est ni à essentialiser ni à idéaliser. Bien des dérives et des menaces les guettent. Internes et externes. En réaction aux stratégies des Etats ou des pouvoirs mis en cause – qui classiquement vont de la répression à la cooptation, en passant par des manœuvres plus ou moins larvées de pourrissement des situations, de fragmentation des acteurs, d'institutionnalisation des revendications... –, l'exacerbation de l'une ou l'autre dimension de ces mobilisations populaires, au détriment de leurs autres caractéristiques, pourrait leur être fatale. Des crispations culturalistes ou ethnocistes apparaissent de-ci de-là, ou encore des fuites en avant populistes lorsque les leaders succombent à une surenchère simplificatrice. La participation au pouvoir d'Etat comme d'ailleurs le refus irrévocable d'y participer tendent à démobiliser les militants de base, de surcroît lorsque leur vie quotidienne ne s'améliore pas.

Des rapports de force, des victoires et des tensions renouvelées

L'impact sur les mouvements indigènes du « virage à gauche » qu'a connu l'Amérique latine depuis le début des années 2000 diffère nécessairement d'un endroit à l'autre : les organisations indiennes ont joué un rôle central dans le basculement du pouvoir national en Bolivie, plus ambigu en Équateur, mais pratiquement nul au Venezuela, au Brésil et en Argentine. Paradoxalement peut-être, quatre des six pays les plus peuplés d'indigènes n'ont pas vraiment accompagné ce « virage à gauche » du continent latino-américain : le Mexique, le Pérou, le Guatemala et la Colombie [1].

En Bolivie, les mouvements indigènes, populaires et syndicaux qui ont porté Evo Morales au pouvoir depuis 2006, qui l'ont soutenu dans ses efforts de réappropriation et de redistribution des richesses nationales (hydrocarbures, terres...) et dans la promulgation d'une nouvelle Constitution, ne partagent plus aujourd'hui nécessairement les mêmes positions, divisés qu'ils

sont sur les retombées positives ou négatives de plusieurs grands projets gouvernementaux. En Équateur, le président Rafael Correa, porteur hier des revendications des mouvements sans pour autant y être lié organiquement, a perdu l'appui de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (Conaie). La dynamique indienne équatorienne, divisée et parfois égarée dans des stratégies politiques confuses, reproche aujourd'hui au gouvernement national de sacrifier les richesses naturelles sur l'autel du productivisme et d'un développement économique non durable.

Au Mexique, l'option « zapatiste », en dépit d'un certain isolement politique et d'un contexte social, économique et militaire défavorable, parie sur la consolidation de « l'autonomie de fait » de la trentaine de municipalités que les rebelles administrent dans l'Etat du Chiapas [2]. Et sur le plan national, les mêmes zapatistes appuient la relance du « Congrès national indigène (CNI) », en vue de fédérer la cinquantaine de peuples indiens du Mexique en lutte contre l'accaparement agro-industriel, minier, énergétique ou encore touristique de leurs territoires. Au Guatemala, les séquelles de la longue et sanglante guerre entre militaires et guérilla, dont les Mayas furent les premières victimes – l'ONU parle d'« actes de génocide » – concourent encore à la fragmentation du mouvement indigène et à l'absence d'une organisation politique représentative.

Au Pérou, où la population d'origine indienne est proportionnellement l'une des plus fortes du continent, un faisceau de facteurs historiques (émigration rurale massive, décentrement territorial...) expliquait jusqu'il y a peu l'inexistence d'un véritable mouvement à l'échelle nationale. Mais le soulèvement ces dernières années des indigènes de l'Amazonie contre la pénétration des « multinationales prédatrices » et les accords de libre-échange négociés par le gouvernement national, avec l'Europe notamment, est en passe de contredire la tendance, d'autant plus si l'appui de leurs compatriotes andins se précise. En Colombie, dans un climat délétère de violence, d'autoritarisme et de néolibéralisme, l'activisme indigène dans toute sa diversité et en dépit d'une population autochtone très minoritaire entend aussi apporter sa pierre à l'émergence d'un mouvement social et politique démocratique.

Dans tous les cas de figure, le destin plus ou moins heureux de ces mouvements dépendra des réponses structurelles qu'ils parviendront à forcer, de la capacité des sociétés latino-américaines à partager la richesse et à assumer la diversité, bref à se démocratiser véritablement. En attendant, des réformes constitutionnelles « multiculturalistes » concédées dès les années 1990 jusqu'aux refontes constitutionnelles « plurinationales » gagnées plus récemment dans certains pays, la reconnaissance de la cause indigène marque des points (voir tableau 2 dans le document joint).

Mais de la lettre aux actes, subsistent hélas de très importantes marges et obstacles : du côté des États, des gouvernements et des investisseurs extérieurs bien sûr, mais également du côté des mouvements et organisations indigènes, « avec la multiplication de conflits internes à

propos de la délimitation des territoires autonomes et de la gestion des ressources ainsi que des transferts de l'État central » [3]. Avec aussi, par exemple, « les tensions qui s'exacerbent entre les populations amazoniennes (chasseurs-cueilleurs pour la plupart) et celles de la région andine, à mesure que ces dernières, majoritaires, dominent la scène politique au détriment des autres, qui se sentent discriminées. » [4]

Notes

[1] CETRI, Etat des résistances en Amérique latine, Paris, Syllepse, 2011.

[2] CETRI, Zapatisme : la rébellion qui dure, Paris, Syllepse, 2014.

[3] David Recondo, « Les Indiens à l'épreuve du pouvoir », Alternatives internationales, Hors-série, 2012.

[4] Ibidem.